

L'embellie grecque ?

Dusan Sidjanski

L'embellie grecque, grâce à une saison touristique exceptionnelle, est une excellente nouvelle. Le record absolu sera probablement battu à la fin de l'année avec 17,5 millions de visiteurs. Les recettes du tourisme devront permettre de limiter la récession à environ 4% au lieu des 5% ou 5,5% prévus à la suite de la crise chypriote. L'apport de ces ressources s'est traduit par un excédent primaire des comptes de l'Etat de 2,86 milliards d'euros en janvier-août 2013. Il n'en reste pas moins que cette embellie est loin de pouvoir assurer à elle seule une sortie de la crise et une relance de l'économie.

Faut-il rappeler que la Grèce a subi de plein fouet la crise de 2008 et que depuis lors son PIB a accusé une chute de 25%. De surcroît, la dette grecque au lieu de baisser n'a fait que croître de 263 milliards en 2008 à 355 milliards en 2011, avant de baisser à 304 milliards. Aujourd'hui, la dette grecque est de 175,6% du PIB. Ce double choc a été accompagné par un accroissement du chômage qui a atteint aujourd'hui quasi 30% dans l'ensemble, tandis que le chômage des jeunes a fait un saut à 60%. En prenant en considération les effets de l'austérité imposée, on ne peut que constater d'immenses dégâts qui ont détruit les tissus de la société et déstabilisé la démocratie. A force de penser en termes financiers et économiques, on n'a pas pris conscience du fait que l'austérité est une épée de Damoclès qui pèse sur la société et la démocratie grecque.

La Commission a annoncé son plan pour la formation et l'emploi des jeunes de 8 milliards d'euros pour deux ans destiné aux pays les plus touchés, mais elle ne compte pas faire démarrer ce programme avant le début de 2014. Ce programme vise à faciliter l'embauche des jeunes à titre de formation ou de stage mais aussi à titre d'emplois stables par les entreprises petites et moyennes. Ce sont effectivement ces entreprises qui emploient le plus de techniciens et de main d'œuvre qualifiée dans l'Union européenne. Cet effort devrait être accéléré et augmenté en fonction des besoins à la fois immenses et urgents. Il est vital que cette initiative puisse produire des effets positifs au plus tard au début de l'année prochaine et avant la campagne des élections européennes.

Parallèlement, on constate que le gouvernement grec est pris en tenailles entre d'une part la discipline et les réformes qu'impose la troïka, les aides lentes et insuffisantes de l'Union et d'autre part, la nécessité de relancer rapidement les activités économiques et trouver des solutions à l'encontre de l'accroissement du chômage. Pour continuer à recevoir les crédits européens le gouvernement actuel est obligé de procéder à des licenciements de fonctionnaires de l'Administration publique. De ce fait, il accroît le chômage général et provoque des manifestations, voire des troubles sociaux. Les effets déstabilisateurs sur le système politique sont prévisibles. C'est du moins ce qu'annoncent les récents sondages. La situation actuelle, à moins d'une intervention massive et d'une modification des conditions de base, ne peut qu'avoir des conséquences négatives sur les résultats des prochaines *élections européennes du 25 mai 2014*.

Le tableau actuel que présentent les sondages et l'avenir apparaissent très sombres dans le contexte de crise économique et sociale. Pendant longtemps la *Nouvelle Démocratie* avec 24% était légèrement en avance ou à égalité avec *Syriza*. Tout récemment cette tendance s'est inversée au profit de *Syriza* qui mène avec 20,5% devant la Nouvelle démocratie qui régresse à 19%. Les deux grands partis qui ensemble rassemblaient 48% n'arrivent pas à 40%. La grave menace sur les prochaines élections européennes se profile du côté de l'Aube dorée, qui se rapproche de 14% et se profile comme troisième force politique. Le *Pasok* se situerait aux environs de 7%, suivi par le parti communiste (5%), les Grecs indépendants (4%) et *Dimar* qui caracole en queue avec 3%. Reste environ 27% d'abstentionnistes et de nombreux indécis qui pourraient démentir le résultat des sondages en faisant pencher la balance. Au vu des sondages, les résultats des élections européennes du 25 mai 2014 pourraient provoquer une situation de crise politique accompagnée des manifestations et des révoltes.

Cette tension politique et sociale risquerait de pousser à la sortie l'actuel gouvernement sous l'effet du mécontentement des Grecs et des coups de boutoirs de l'opposition, *Syriza* en tête. L'autorité et le crédit du gouvernement seraient ébranlés au moment où il en aurait le plus besoin pour poursuivre la politique de réformes et ses tentatives de relance économique. La gravité de la situation pourrait-elle pousser la coalition au pouvoir Nouvelle démocratie-PASOK à s'associer avec *Syriza* un gouvernement de salut national ? Encore devrait-on obtenir l'adhésion du plus grand parti d'opposition à cette formule et franchir de nombreux obstacles. En cas de démission du gouvernement Samaras-Venizelos et de l'échec de la tentative de

former une grande coalition, ce serait le retour à un gouvernement de technocrates qui faute d'autorité politique, ne ferait que retarder les réformes et la sortie de la crise.

Pour contrer l'influence de l'Aube dorée, ne faudrait-il pas recourir aux recrues de l'Armée grecque pour porter aide à la population. On constate que si l'Aube dorée est en augmentation d'adhérents et de sympathisants, elle le doit principalement à son opposition sans compromis ainsi qu'au soutien que ses membres apportent à la population âgée. En effet, ils les aident dans leurs démarches pour obtenir de la nourriture, pour encaisser des retraites ou prélever de l'argent dans les banques et agences de l'Etat. Il m'apparaît que pour alléger la situation sociale et pour atténuer les tensions et les conflits, les recrues en particulier seraient de grande utilité, dans la distribution des vivres, dans l'assistance sanitaire et dans la garantie de sécurité notamment des personnes âgées et des jeunes. Ainsi la coalition au pouvoir pourrait marginaliser l'action de l'Aube dorée tout en réconciliant l'armée avec le peuple. De surcroît, cette action à l'échelle nationale contribuerait à l'œuvre humanitaire de l'Eglise et des fondations et organisations internationales, européennes et grecques.

La donne changera probablement à la suite de l'assassinat par un membre de l'Aube dorée d'un chanteur connu pour son action antifasciste. La question de l'interdiction de ce mouvement néo-nazi s'est posée. Le recours à l'interdiction légale semble écarté afin d'éviter d'en faire un martyr. Entre-temps le gouvernement a pris des mesures purgeant la police des agents connus pour leurs liens avec l'Aube dorée. A présent, c'est l'affaire de la justice. Mais la question est : Quel sera l'effet de cet événement tragique sur l'attitude des Grecs face à ce mouvement extrême qui cherche à déstabiliser la démocratie grecque profitant de l'austérité et de la dépression qui affligent la Grèce ?

L'aide humanitaire plus substantielle à la Grèce devient urgente. Elle concerne en priorité la poursuite de la distribution d'aliments aux écoliers grecs et l'augmentation des portions mises à leur disposition. A ce titre, le programme du FEOGA et de la Commission, dont la durée prévue est d'une année, mériterait d'être prolongé et augmenté. Un effort parallèle devrait être intensifié en premier lieu auprès des personnes en difficulté et auprès des jeunes. C'est dans cette ligne que s'inscrit le programme clé de lutte contre la pauvreté, ainsi que le « filet de sécurité » et le grand projet visant à offrir des emplois à 50'000 chômeurs.

L'annonce d'une subvention aux travaux publics d'environ deux milliards d'euros pour continuer la construction et les prolongements de 5 autoroutes ainsi que le développement du réseau de transport en général pourra donner un signe positif. D'autant que les banques, les concessionnaires et Bruxelles seraient engagés à financer ces travaux qui déclencheraient une vague de recrutement de cadres, de techniciens et d'ouvriers.

Pour que les élections européennes n'aboutissent pas à une situation catastrophique et ne déstabilisent le gouvernement en rendant plus précaires les efforts et plus vains les sacrifices, il serait sage de la part de la Commission, de l'Union et de ses membres de tempérer la rigueur et l'austérité, tout en accélérant l'octroi de subsides de soutien et de développement. Avant les élections européennes, le gouvernement actuel aurait besoin de nombreux *signes forts* et des progrès concrets et encourageants qui faciliteraient la continuité d'une politique équilibrée entre discipline et développement au bénéfice du peuple grec.

DS2013/Textes DS/Crise grecque/L'embellie grecque_20.08.2013/DS/pvg/révisé_26.09.2013/DS/md